



Panorama de l'attitude des historiens anglophones canadiens vis-à-vis du bilinguisme

Laurence Cros

► To cite this version:

Laurence Cros. Panorama de l'attitude des historiens anglophones canadiens vis-à-vis du bilinguisme. *Études canadiennes / Canadian Studies: Revue interdisciplinaire des études canadiennes en France*, 1998, 45, pp.15-28. hal-02909655

HAL Id: hal-02909655

<https://hal.science/hal-02909655>

Submitted on 19 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PANORAMA DE L'ATTITUDE DES HISTORIENS ANGLOPHONES CANADIENS VIS-A-VIS DU BILINGUISME

Laurence CROS
Université de Paris XII

Dans la période qui va de la Confédération aux années 1960, les historiens anglophones canadiens, préoccupés avant tout par le thème de la construction nationale, se méfient de tout projet de bilinguisme, perçu comme un obstacle fondamental à l'unité canadienne. Si eux-mêmes sont souvent bilingues et amoureux de la France et du Québec, comme George Wrong, ils estiment que l'acquisition et la pratique du français doivent demeurer des initiatives personnelles. L'adoption du bilinguisme conduirait à interpréter la Confédération, non comme une association politique entre provinces égales, mais comme un pacte culturel entre deux peuples. Elle donnerait à la minorité canadienne française une place privilégiée au sein du Canada et compromettrait son équilibre. La prise de position en faveur du bilinguisme que de nombreux historiens adoptent à partir des années 1960 correspond à leur lassitude après presque un siècle de travail sur l'image nationale qui a occulté les diversités régionales et ethniques du pays. Cependant, s'ils reconnaissent la légitimité des revendications des Canadiens francophones, la préservation de l'unité nationale demeure, pour ces historiens, une préoccupation essentielle. Dans quelle mesure le bilinguisme leur apparaît-il comme un danger pour le Canada ? En entérinant la vision des deux peuples fondateurs, ne favorise-t-il pas l'émergence d'un statut distinct pour le Québec, projet que les historiens refusent de façon quasi unanime ? On montera que les historiens anglophones insistent surtout sur la dimension multi-culturelle du Canada, pays où toutes les composantes ethniques sont à égalité, sans qu'aucune ne soit avantagée, plus que sur le bilinguisme proprement dit. On s'appuiera pour ce faire sur les écrits historiques de l'après-guerre, en favorisant les grandes figures de la période telles que Donald Creighton, William Morton et Ramsay Cook.

From Confederation to the 1960s, English-speaking Canadian historians, preoccupied with nation-building, are wary of bilingualism, which they see as a stumbling block on the path to national unity. Although many of them, as such George Wrong, are bilingual and appreciative of France and Quebec, they consider that learning and using the French language must remain private initiatives. The adoption of bilingualism could promote an interpretation of Confederation as a cultural compact between two nations, rather than a political association between equal provinces. Such an interpretation would grant the French-speaking minority a distinctive place in Canada and would endanger the political balance of the country. Many historians' support of bilingualism in the 1960s corresponds to their weariness with a century of interrogations on the Canadian identity, which overshadowed the regional and cultural diversity of the country. However, even though some historians acknowledge the grievances of French-speaking Canadians, their first priority remains the preservation of national unity. To what extent do

they see bilingualism as a threat for Canada ? Because it is based on the idea of two founding peoples, can bilingualism be a stepping stone toward a distinct status for Quebec, a proposal which historians almost unanimously reject? Using historical writings of the post-WWII period, with an emphasis on great historiographical figures such as Donald Creighton, William Morton and Ramsay Cook, this article will show that English-speaking Canadian historians prefer to insist on the multicultural dimension of Canada rather than on bilingualism; in such a perspective, Canada is depicted as country where all ethnic groups are equal and where none is privileged.

Pourquoi s'intéresser à l'attitude des historiens anglophones vis-à-vis du bilinguisme au Canada ? D'une part, parce que les historiens jouent traditionnellement, dans le Canada anglophone, le rôle d'interprète de l'identité nationale. À ce titre, ils se sont intéressés à trois grands thèmes : les relations du Canada avec la Grande-Bretagne, sa spécificité face aux États-Unis, et la préservation de l'unité nationale. En relation avec cette troisième préoccupation, la place du groupe francophone au sein du Canada, et particulièrement les enjeux du bilinguisme, constituent donc des thèmes centraux et récurrents dans les écrits historiques. D'autre part, le rôle que les historiens se sont attribué explique qu'ils occupent une place centrale au sein des élites intellectuelles canadiennes et qu'il y ait de nombreuses passerelles entre les cercles politiques et la profession historique. Une étude des écrits historiques permettra donc de clarifier le contexte intellectuel dans lequel certaines décisions politiques, cruciales pour le bilinguisme, ont été prises.

Les historiens fournissent à la fois un travail scientifique sur le passé et des commentaires polémiques sur l'actualité. Il est intéressant de noter qu'il y a concordance entre la chronologie historique et la production historiographique. Les historiens, si l'on peut dire, " collent " à l'actualité. Tous les historiens qui travaillent entre 1880-1920, période de tension qui voit l'élimination virtuelle du français en dehors du Québec, s'expriment abondamment sur les Canadiens français et la place du français. Il y a un long blanc sur ce sujet dans la production historique entre les années 1920 et 1960, puis il redevient central à partir de 1960.

Cette évolution dans le temps correspond à un renversement des positions des historiens : opposés à la parité linguistique entre français et anglais jusque dans les années 1920, la grande majorité d'entre eux estiment, à partir de 1965, que le bilinguisme est la seule façon d'enrayer la menace séparatiste. Ce renversement ne va pas sans nuances, les historiens n'étant pas d'accord sur les interprétations historiques qui sous-tendent le choix du bilinguisme. De plus, les deux concepts que les historiens utilisent pour justifier le bilinguisme (concept de pacte biculturel inspiré d'Henri Bourassa et

concept de société plurielle inspiré de Lord Acton) sont sources de contradictions.

LA PÉRIODE IMPÉRIALISTE : LA PARITÉ LINGUISTIQUE INCONCEVABLE

Pendant la période qui va de la Confédération aux années 1920, les historiens anglophones sont tous très attachés à la Grande-Bretagne, ce qui explique qu'ils soient tentés de représenter le Canada comme une communauté "anglo-saxonne" ou du moins "britannique".

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les historiens proposent une interprétation raciale de la supériorité britannique. L'usage du terme "anglo-saxon" par des historiens de cette époque comme Goldwin Smith et John Bourinot, est lié à la conviction de l'existence d'une race d'origine germanique, qui bénéficierait d'un certain nombre de caractéristiques innées favorisant le développement de la liberté et du progrès matériel (Bourinot 1892 ; Smith 1887). Dans la décennie qui précède la première guerre mondiale, la rivalité croissante entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne bouscule le mythe d'une race anglo-saxonne. George Wrong et John Ewart restent convaincus que la Grande-Bretagne est le berceau de la liberté, mais rejettent l'idée que ce processus tient à une quelconque spécificité raciale (Ewart 1908 ; Wrong 1916). Il y a un rapport direct entre la dévotion des historiens envers le concept de "race anglo-saxonne" et leur difficulté à accepter la dimension francophone du Canada : plus les historiens voient le Canada comme une communauté anglo-saxonne, plus ils ont du mal à intégrer les Canadiens français dans leur représentation du pays.

Goldwin Smith est exemplaire à cet égard. Il se distingue très nettement des autres auteurs par sa volonté ouvertement déclarée d'assimilation des Canadiens français, de même qu'il se distingue par son engagement envers une union nord-américaine qui permettrait de réunir les Anglo-Saxons du continent. L'analyse de Smith repose sur une définition ethnique de la nation. Il s'inspire de John Stuart Mill et estime qu'une communauté spécifique par sa langue, son origine, sa religion et son histoire, ne peut que développer un sentiment national et aspirer à une souveraineté séparée (Mill 1963 p. 546-547 ; Smith 1971 p. 168-169). Le Canada ne serait donc pas viable à cause de la présence des Canadiens français, communauté ethnique trop forte pour être assimilée dans le cadre du Canada. Par contre, à l'échelle continentale, les Canadiens français seraient noyés sans difficulté dans l'écrasante majorité anglophone et seraient assimilés sans difficulté, comme l'a été la communauté francophone de Louisiane (Smith 1971, p. 169).

Il est intéressant de mentionner que l'hostilité de Smith envers les Canadiens français est centrée sur l'Église catholique, et qu'il a tendance à analyser les conflits entre Canadiens français et Canadiens anglais en fonction de leur dimension religieuse plutôt que culturelle ou linguistique. Il convient de souligner que si l'hostilité de Smith reste exceptionnelle, son insistance sur la dimension religieuse est caractéristique de sa génération : pendant longtemps, le paramètre religieux est au moins aussi important que le paramètre linguistique pour définir la spécificité canadienne française.

Ce refus ouvert de la dimension française du Canada n'apparaît chez aucun autre historien anglophone, qui tous souhaitent la construction d'un Canada indépendant (même si c'est au sein d'une fédération impériale) et sont conscients que toute tentative d'assimilation mettrait en danger l'unité nationale. Ils s'efforcent donc de faire l'éloge d'un modèle de société hétérogène. Il est important de noter que, dès les premiers écrits historiques, même les historiens tentés par l'idée de race anglo-saxonne sont conscients que la définition de la nation canadienne ne peut pas être complètement et ouvertement ethnique.

Cependant la défense d'une société hétérogène ne va pas sans difficulté. Il apparaît clairement dans le discours des historiens qu'il s'agit là d'un choix par défaut, imposé par la réalité plutôt que par une préférence idéologique. Le test ultime de l'engagement des historiens envers ce modèle hétérogène est la place qu'ils sont prêts à accorder au français dans le Canada moderne. La façon dont les historiens traitent du règlement 17, adopté en 1912 et limitant l'usage du français comme langue d'enseignement en Ontario, est emblématique à cet égard. George Wrong le soutient parce que rien n'empêche que les enfants apprennent le français *en plus* de l'anglais. La position de Wrong est intéressante parce qu'il défend par ailleurs la place du français dans les institutions fédérales (Wrong 1917, p. 255-258). Le droit des Canadiens français à la préservation de leur langue est garanti par la place essentielle qu'ils occupent dans l'héritage canadien et inscrit de façon indélébile dans la constitution. Le raisonnement de Wrong repose sur le concept de deux peuples fondateurs chrétiens, qui ont les mêmes droits dans la Confédération, comme l'illustre la parfaite égalité des deux langues au Parlement et dans les tribunaux fédéraux. L'intellectuel francophile qu'est Wrong, souhaite voir ce bilinguisme atteindre le niveau individuel, mais cela - et c'est une nuance essentielle - doit rester une question de choix. Il reste établi que la langue d'usage est le français au Québec et l'anglais dans le reste du Canada. Pour les francophones vivant en dehors du Québec, il faut donc se résoudre à parler et vivre en anglais.

Même si cet auteur accepte implicitement l'idée d'un Canada composé de deux peuples fondateurs égaux, il ne pousse pas le raisonnement jusqu'à sa conclusion logique : la parité entre les langues de chaque groupe. Un seul historien (amateur) de cette période se déclare en faveur de la parité linguistique. John Ewart, lorsqu'il exerçait en tant qu'avocat, avait plaidé en faveur des écoles catholiques et francophones du Manitoba. Il reprend l'exemple de ce conflit dans ses écrits historiques pour illustrer le danger que la tyrannie de la majorité représente dans un État hétérogène. Les compromis sont d'autant plus nécessaires qu'Ewart souligne la diversité croissante de la société canadienne, de moins en moins compensable par l'attachement à l'héritage britannique (Ewart 1908, p. 350). Parmi les auteurs de sa génération, Ewart est celui qui fait entendre le plus clairement la voix d'un nationalisme civique, qui rend possible la parité linguistique entre français et anglais, plutôt que d'un nationalisme ethnique, fondé sur l'usage assimilationniste de l'anglais.

Ce point de vue, qui deviendra dominant par la suite, pose néanmoins un problème que l'on peut soulever dès à présent. Cette forme civique de nationalisme est élaborée en réponse à la composition hétérogène de la nation canadienne. Mais si toutes les composantes culturelles doivent être traitées également, pourquoi donner aux Canadiens français et à leur langue une place spéciale ? Les autres minorités ne risquent-elles pas de vouloir, pour leur langue, un statut équivalent à celui du français ? Par contraste, dès cette période, on trouve en filigrane l'idée que les Canadiens français sont l'un des deux peuples fondateurs du Canada (même si le terme lui-même n'apparaît pas) et méritent donc un statut spécial. Dès le début du XXe siècle, on trouve donc dans les écrits des historiens deux éléments difficilement conciliables : la défense d'un modèle de société hétérogène et civique, qui implique que tous les groupes soient traités de façon égale et neutre ; la reconnaissance d'un statut spécial pour les Canadiens français, peuple fondateur, qui passe par le renforcement du bilinguisme fédéral.

DE 1920 A 1960, PÉRIODE DE TRANSITION

La période qui va de 1920 à 1960 est marquée par un calme relatif concernant les relations entre Canadiens anglais et Canadiens français. D'un point de vue linguistique, le statu quo atteint après la crise du règlement 17 n'est pas remis en cause. Ce calme est reflété par les écrits historiques : la majorité des historiens qui dominent la profession dans les années 1920 à 1950 se désintéressent du thème linguistique. Néanmoins, ces années forment une époque de transition pendant laquelle une minorité d'historiens développent deux concepts déjà évoqués et qui vont réapparaître en force à partir de 1960 : ceux de société hétérogène et de société biculturelle.

L'éloge des sociétés hétérogènes se fait plus ferme. On trouve chez les historiens constitutionnels comme William Kennedy et William Wallace les premières références à Lord Acton, dont les écrits vont, par la suite, servir de base théorique à de nombreux historiens. L'idée centrale d'Acton est la suivante : un pays où l'État ne s'identifie pas à un groupe ethnique unique et homogène risque moins de devenir intolérant et de sacrifier les principes universels de justice et d'humanité qui forment la base du système politique idéal (Wallace 1920 ; Kennedy, 1921). On constate donc une évolution importante : alors que les historiens de la génération précédente restaient sensibles à la définition de la nation de Mill, qui passe par une certaine cohérence culturelle et linguistique, les historiens se rallient à des définitions dans lesquelles une langue commune n'est plus aussi importante. Cette évolution se traduit concrètement par les prises de position de Kennedy et Wallace, qui plaident pour un nouvel accord sur la place du français dans les écoles canadiennes.

Ces travaux mettent en avant les avantages d'une société hétérogène plutôt que d'une société biculturelle. Bien entendu, une société hétérogène peut fort bien n'être formée que de deux groupes, et c'est ainsi que l'entendent la plupart des historiens dans le cas du Canada. Néanmoins, l'évolution de la composition de la population canadienne pendant cette période contient en germe une tension possible entre dualité et pluralité.

Dans le même temps que les historiens constitutionnels s'intéressent aux avantages des sociétés hétérogènes, un historien anglophone représente le Canada comme un pays dont l'élément fondamental est sa composition biculturelle. Arthur Lower est le seul historien à reprendre la vision développée par Henri Bourassa au début du siècle : le Canada est un pays biculturel, qui devrait être bilingue pour que les membres des deux communautés qui le composent s'y sentent partout chez eux. Arthur Lower fait de "l'antithèse franco-anglaise" l'élément le plus spécifique du Canada. Il affirme que c'est aux Canadiens anglais, qui forment la communauté dominante, de faire des concessions, et plaide pour le rétablissement du français comme langue d'enseignement partout au Canada (Lower 1967, p. 305 et 1975, p. 212-215).

Ces deux cadres d'analyse, développés dans les années 1920-1930, ouvrent la voie à l'acceptation graduelle du bilinguisme.

LE BILINGUISME POUR SAUVER LE CANADA

Vers le milieu des années 1960, sous l'effet de la révolution tranquille au Québec et de la montée de la tendance séparatiste, les historiens portent leur attention sur le Québec et la place à donner aux francophones au Canada.

C'est aussi l'époque où le paramètre linguistique prend une importance cruciale. Alors que les historiens employaient couramment le terme "canadien français", l'adjectif "francophone" domine dans la période contemporaine. L'importance du paramètre linguistique explique que quasiment tous les historiens voient dans le bilinguisme la seule solution pour assurer aux Canadiens francophones une place égale au sein de la Confédération et désamorcer la tentation séparatiste au Québec. On constate donc un renversement d'opinion intéressant : perçu comme danger pour l'unité canadienne au début du siècle, le bilinguisme devient la meilleure garantie de cette même unité.

Plusieurs historiens, en particulier William Morton et Ramsay Cook, s'engagent après la deuxième guerre mondiale sur la voie ouverte par Arthur Lower. Comme lui, ils utilisent comme référence Henri Bourassa et le concept de pacte culturel qui doit se traduire par l'adoption du bilinguisme (Cook 1966 pp. 38-39 ; Morton 1963, p. i).

Le problème, comme Bourassa l'avait lui-même noté, est qu'une telle vision de la Confédération est implicite. Elle s'appuie sur une revendication morale et historique plutôt que sur des textes constitutionnels (Cook 1970, p. 57 et 62 ; Morton 1963, p. 277). La raison des difficultés du Canada dans les années 1960, pour ces auteurs, est que la promesse du pacte a été trahie. Pour Cook, la crise des écoles au Manitoba, puis le règlement 17 en Ontario, illustrent l'affrontement entre deux conceptions de la démocratie : une conception ontarienne, inspirée de Locke, où les droits individuels et le principe de la majorité sont tout puissants ; une conception québécoise, inspirée de Rousseau, où les droits des groupes sont essentiels. La tragédie de l'évolution historique de la fin du XIXe siècle est que la vision ontarienne se soit imposée au reste du pays : peu à peu, le principe de majorité prend le pas sur les droits des minorités dans le Canada anglophone (Cook 1966, p. 146-147 et 180-185).

Pour Morton et Cook, il ne fait aucun doute que la trahison du pacte de la Confédération est à l'origine du séparatisme québécois. Entre la pendaison de Riel et le règlement 17, l'espoir d'égalité culturelle et linguistique au Canada a été détruit. Les Canadiens francophones se sont alors tournés vers le Québec pour la défense de leurs droits (Cook 1966, p. 47-51 ; Morton 1980, p. 210 et

pp. 226-227). Or, cette évolution apparaît à ces auteurs comme un danger majeur pour l'unité canadienne, car elle justifie la demande de souveraineté politique du Québec. Seul l'établissement de l'égalité linguistique et culturelle entre les deux communautés canadiennes permettra de stopper ce processus. Ces deux auteurs militent donc pour le bilinguisme et l'adoption de la loi sur les langues officielles en 1969 répond à leurs attentes (Cook 1971 p. 18-22 ; Morton 1972, p. 132).

Dans un premier temps, ces auteurs estiment que l'établissement du bilinguisme au Canada est suffisant pour assurer une place égale aux francophones et se préoccupent peu de la protection du français au Québec. Néanmoins, ils prennent rapidement conscience que la modernisation du Québec pose de nouveaux problèmes. Avec l'industrialisation du Québec et l'érosion de la religion catholique, la base de la spécificité québécoise repose uniquement sur la langue française, dont le renforcement devient un enjeu crucial (Cook 1995, p. 132-135 et 151-156 ; Morton, 1972, p. 118-119). Paradoxalement, la montée du bilinguisme dans le reste du Canada, que les historiens ont appelé de leurs vœux, se produit donc dans le même temps que la remise en cause du bilinguisme au Québec.

Confrontés à cette évolution, la position des historiens est ambiguë. Dans un premier temps, ils expriment une répugnance extrême envers la politique de promotion du français au Québec, qui leur apparaît comme la manifestation d'un odieux nationalisme ethnique (Cook 1977, p. 6). Néanmoins, Ramsay Cook finit par admettre que le bilinguisme au niveau fédéral et l'unilinguisme virtuel au Québec sont complémentaires et nécessaires pour rassurer les Canadiens francophones sur la place du français à la fois au Québec et dans le reste du Canada. Il reconnaît qu'en réclamant le contrôle total de sa politique linguistique, le Québec ne fait qu'exiger l'alignement de son statut sur celui des autres provinces (Cook 1983 et 1989).

Ramsay Cook n'en souligne pas moins la contradiction entre les politiques linguistiques au niveau fédéral et au niveau québécois. Dans un pays bilingue comme le Canada, écrit-il, la langue devrait être un moyen de communication vidé de référent culturel. C'est ce qui se passe pour l'anglais, certes lié au groupe d'origine britannique, mais qui a été adopté par les immigrants canadiens de diverses origines. Le statut du français est tout à fait différent. Au Québec, la langue française est le support essentiel d'une culture spécifique. L'État ne peut être neutre : son rôle, au contraire, est de promouvoir et de préserver la langue (Cook 1995, p. 156). Il convient de pousser plus loin cette réflexion : même dans le cadre du bilinguisme fédéral, peut-on dire que le français est un moyen de communication sans lien avec une culture ? Au

contraire, n'est-il pas évident que le bilinguisme est une expression de la place spéciale accordée à la minorité culturelle d'origine française ? S'il y a contradiction entre la politique de bilinguisme poursuivie par le gouvernement fédéral et donc de promotion du français poursuivie par le gouvernement du Québec, il y a aussi, dans la notion même de bilinguisme, une certaine ambiguïté.

Ces réflexions sur la complexité des politiques linguistiques ne représentent qu'une partie des inquiétudes des historiens anglophones vis-à-vis du bilinguisme. Le bilinguisme fédéral est une reconnaissance concrète du statut spécial que mérite le groupe canadien français. Cette place spéciale reconnue aux Canadiens francophones ne risque-t-elle pas d'être détournée et utilisée pour justifier la spécificité du Québec, et donc, à long terme, sa séparation ? Les historiens les plus en faveur du bilinguisme se méfient des dérapages possibles de la notion de pacte culturel. William Morton insiste à plusieurs reprises sur le fait que la dualité culturelle reconnue par la politique de bilinguisme ne doit pas mener à une dualité politique (Morton 1980, pp. 254-265). Dans un article récent, Cook souligne l'ambiguïté de la théorie du pacte culturel. L'intérêt de cette interprétation est qu'elle commande de promouvoir l'égalité entre les deux peuples fondateurs. Mais de quelle égalité s'agit-il exactement ? Égalité entre les Canadiens francophones et les Canadiens anglophones (concrétisée par le bilinguisme), ou entre le Canada et le Québec, qui justifie des projets d'association politique (Cook 1996, p. 20) ?

Ce dérapage, toujours possible, entre dualité culturelle et dualité politique, est à l'origine des violentes prises de position de Donald Creighton contre l'idée de pacte culturel et la politique de bilinguisme. Il estime que l'idée d'un pacte culturel implicite dans l'Acte d'Amérique du nord britannique est un mythe que rien ne confirme ; les droits linguistiques des Canadiens francophones sont clairement définis par l'Acte et aucun engagement moral n'a jamais existé pour les développer davantage. De plus, il fait remarquer que, proportionnellement, l'usage du français au Canada a diminué depuis la Confédération, et en déduit que faire du Canada un pays bilingue est encore moins justifié dans les années 1960 que dans les années 1860. Ce argument illustre le fossé qui sépare Creighton de ses collègues. Pour Morton et Cook, c'est justement parce que l'usage du français au Canada est menacé que les Québécois sont tentés par l'indépendance ; seul le bilinguisme, en sauvant le français, sauvera l'unité canadienne. Pour Creighton, l'adoption de la politique de bilinguisme revient à reconstruire le Canada selon un schéma biculturel mythique ; le résultat sera immanquablement la revendication de la souveraineté par le Québec (Creighton 1977, p. 65-83 et 256-270).

Creighton écrit dans les années 1960, mais on retrouve la même opposition au bilinguisme dans les écrits contemporains de David Bercuson. Celui-ci défend la primauté des droits individuels, qui forme pour lui la base d'un système politique véritablement libéral, seul conforme à l'évolution du Canada. L'immigration a donné une population de plus en plus diverse, qui a adopté l'anglais comme moyen de communication sans partager les valeurs britanniques qui ont formé par le passé l'unité du Canada anglais. Ces nouveaux Canadiens anglophones, pour Bercuson, se voient comme une société d'individus égaux devant la loi, et estiment que l'État doit leur fournir la liberté propice à l'épanouissement individuel maximal. Pour Bercuson, ce projet de société du Canada anglophone est en complète contradiction celui des Québécois, qui voient le Canada comme une société de collectivités définies avant tout par la langue, le rôle de l'État étant d'assurer leur survie. Pour Bercuson, il y a une opposition irréconciliable entre les aspirations des Canadiens anglophones à un État qui défend uniquement les droits des individus et les mesures prises pour défendre la place du français au Canada (Bercuson 1995, p. 124). L'opposition est évidente au niveau du Québec : pour Bercuson, la loi 101 est une mesure illibérale, qui viole le droit des non-francophones à s'exprimer librement dans la langue qui leur plaît (Bercuson 1991, p. 16). Mais l'opposition existe aussi au niveau de la politique fédérale de bilinguisme, fondée d'une part sur la vision totalement obsolète d'un Canada biculturel (Bercuson 1991, p. 117-118 et 132) et qui, d'autre part, incarne l'intervention de l'État pour défendre les droits linguistiques d'un groupe particulier (Bercuson 1991, p. 59-66).

Bercuson rejette le concept de société biculturelle, qui forme pour ses collègues la base théorique principale pour justifier le maintien et le renforcement du bilinguisme au Canada. Par contre, il accepte le concept de société plurielle, mais en lui donnant une interprétation totalement opposée à celle qui sous-tend la politique de multiculturalisme : précisément parce que la société canadienne est plurielle, il estime que seul le droit des individus doit être pris en compte. L'État doit rester neutre vis-à-vis des groupes culturels, dont la survie ne doit dépendre que d'initiatives privées. Surtout, aucun groupe ne doit être favorisé par rapport aux autres : aucune langue ne doit bénéficier d'un statut officiel, ni le français (pour assurer une survie que Bercuson estime artificielle), ni l'anglais, dont le statut de moyen de communication majoritaire en Amérique du nord (voire dans le monde) se passe de toute garantie constitutionnelle.

Ce double cadre (société plurielle et société biculturelle) apparaît souvent chez les historiens anglophones contemporains. À côté des références à Henri Bourassa et à son modèle biculturel pour le Canada, les auteurs des années 1960

s'appuient sur Lord Acton et son modèle de société plurielle. Ramsay Cook est l'auteur qui s'en inspire le plus, mais Acton sert de référence philosophique à William Morton, Maurice Careless, Kenneth McNaught et Desmond Morton. Ces auteurs associent le modèle actonien à la dualité comme au concept de pluralité. Ils estiment que la mise en place de la mosaïque canadienne est le résultat de la dualité originelle du pays (Careless 1990, p. 295-503 ; Morton 1972, p. 147). Dans le même temps, ils réaffirment qu'au sein de cette mosaïque, la minorité francophone mérite une place particulière (Cook 1966, p. 25 et 45 ; Morton 1963, p. 55). Cette position clarifie le contexte intellectuel qui sous-tend les décisions politiques du gouvernement fédéral de la fin des années 1960 : mise en place de la politique de multiculturalisme (qui reconnaît la nature plurielle du Canada) dans le même temps que le bilinguisme est renforcé (ce qui revient à reconnaître le statut spécial des deux peuples fondateurs au sein de la mosaïque canadienne).

Cependant, les auteurs ne sont pas aveugles aux tensions possibles entre ces deux visions du Canada. Dans son étude du Manitoba dans les années 1890, Morton montre que la diversité croissante de la population a rendu nécessaire d'imposer l'anglais comme unique langue d'enseignement. Ainsi, la multiplicité linguistique a condamné le bilinguisme anglais/français (Morton 1957, p. 311-312). Morton note aussi qu'avec le développement de la mosaïque, la notion même de dualisme a disparu de l'ouest canadien. La pluralité nouvelle n'est pas prête à accorder un statut spécial aux deux groupes originaux : cette incompatibilité entre dualité et pluralité explique pour Morton l'hostilité de l'ouest envers la loi sur les langues officielles (Morton 1973, p. 20-21). Enfin, il souligne que le débat sur le bilinguisme au Canada a commencé alors même que le modèle de société qui lui servait de justification avait cessé d'exister : la Commission sur le biculturalisme et le bilinguisme a réfléchi sur un Canada qui n'était plus biculturel, mais multiculturel. Pour Morton, il est donc logique que la politique gouvernementale adoptée suite à la Commission soit ambiguë, un "hybride de dualité et de pluralité" (Morton 1981, p. 28-32).

D'une certaine façon, la remise en cause du modèle biculturel par le modèle pluriel est rassurante pour les historiens. Certes, tous regrettent que le bilinguisme, hybridé de multiculturalisme, se soit révélé moins efficace que prévu pour réconcilier les Québécois avec le Canada. Cependant, la notion de société plurielle, inspirée d'Acton, est sans aucun doute un modèle moins dangereux que celui de société biculturelle. Le concept de dualité, s'il renforce la pratique du bilinguisme (et donc rassure les Canadiens francophones), peut servir de tremplin à la séparation du Québec. Cette ambiguïté le rend dangereux

à manier et explique pourquoi les historiens sont plus à l'aise avec le concept de société plurielle. Celui-ci reste compatible avec l'idée de deux peuples fondateurs et permet de donner aux Canadiens francophones les gages nécessaires pour la préservation de leur langue (politique de bilinguisme), tout en diluant suffisamment le concept de Canada biculturel pour qu'il ne soit pas utilisé pour justifier la séparation du Québec.

Le thème du bilinguisme, tel qu'il est traité par les historiens anglophones, apparaît donc source de promesses, de dangers et d'ambiguïtés. La prise de position des historiens en faveur du bilinguisme marque le renoncement progressif des élites intellectuelles anglophones à tout espoir d'assimilation de la minorité francophone et leur ralliement à une conception civique d'un Canada divers. Même si les historiens ont vu, dès la fin du XIXe siècle, la nécessité théorique d'une telle prise de position, il leur a fallu quelque soixante années pour accepter, dans leur grande majorité, ses conséquences pratiques, c'est à dire la parité entre les deux langues. La lenteur de cette évolution est sans aucun doute liée au caractère ambigu qu'ils trouvent au bilinguisme et au statut spécial que cette politique accorde au groupe francophone au sein de la Confédération canadienne. Promesse de réconciliation, la reconnaissance du statut spécial peut aussi être danger de séparation. Ce risque explique que les historiens représentent le Canada à la fois comme une société biculturelle et comme une société plurielle, malgré les problèmes causés par la juxtaposition de ces deux concepts. L'adoption simultanée des politiques de multiculturalisme et de bilinguisme vient certes avant tout de l'évolution de la réalité canadienne ; mais elle représente aussi la traduction concrète de l'ambiguïté des réflexions théoriques des historiens sur la nature et l'avenir du Canada.

Références bibliographiques

- Acton John Emerich, *Essays on Freedom and Power*, The Free Press, Glencoe, 1948, 452 p.
- Bercuson David et Cooper Barry, *Deconfederation : Canada without Quebec*, Key Porter Books, Toronto, 1991, 180 p.
- Bercuson David, " Why Canada and Quebec Must Part ", *Current History*, vol. 94, mars 1995, p. 123-126.
- Bourinot John G., *Canadian Studies in Comparative Politics*, Dawson, 1892, 92 p.
- Careless Maurice, *Careless at Work: Selected Canadian Historical Studies*, Dundurn Press, Toronto, 1990, p. 359 p.
- Cook Ramsay, *Canada and the French-Canadian Question*, Macmillan, Toronto, 1966, 219 p.

PANORAMA DE L'ATTITUDE DES HISTORIENS ANGLOPHONES

- Cook Ramsay, *Provincial Autonomy, Minority Rights and the Compact Theory, 1867-1921*, Information Canada, Ottawa, 1970, 81 p.
- Cook Ramsay, *The Maple Leaf Forever*, Macmillan, Toronto, 1971, 253 p.
- Cook Ramsay, "Has the Quebec Revolution Finally Ended?", *Queen's Quarterly*, vol. 90, été 1983, p. 330-342.
- Cook Ramsay, "Language Policy", *The Globe and Mail*, 3 mai 1977, p. 6.
- Cook Ramsay, "Manitoba, Quebec Premiers have done Canada a big favor", *The Globe and Mail*, 22 janvier 1989, p. B3.
- Cook Ramsay, *Canada, Quebec and the Uses of Nationalism*, 2e éd., McClelland and Stewart, Toronto, 1995 [1986], 294 p.
- Cook Ramsay, "Founding Peoples or Sovereign Nations?", *The Beaver*, vol. 76, juin-juillet 1996, p. 14-20.
- Creighton Donald, *Towards the Discovery of Canada: Selected Essays by Donald Creighton*, Macmillan, Toronto, 1977, 315 p.
- Ewart John, *The Kingdom of Canada*, Morang, Toronto, 1908, 370 p.
- Kennedy William P. M., "Nationalism and Self-determination", *Canadian Historical Review*, vol. 2, 1921, p. 6-18.
- Lower Arthur, *Settlement and the Forest Frontier*, Macmillan, Toronto, 1936, 424 p.
- Lower Arthur, *My First Seventy-Five Years*, Macmillan, Toronto, 1967, 384 p.
- Lower Arthur, *History and Myth: Arthur Lower and the Making of Canadian Nationalism*, University of British Columbia Press, Vancouver, 1975, 339 p.
- Mill John Stuart, "Of Nationality, as Connected with Representative Government", *Collected Works*, vol. 19, University of Toronto Press, 1963, p. 546-552.
- Morton William, *Manitoba: A History*, University of Toronto Press, Toronto, 1957, 519 p.
- Morton William, "Manitoba's Historic Role", *Transactions of the Historical and Scientific Society of Manitoba*, vol. 19, 1963, p. 50-57.
- Morton William, *The Kingdom of Canada*, McClelland and Stewart, Toronto, 1963, 556 p.
- Morton William, *The Critical Years: the Union of British North America, 1857-1873*, McClelland and Stewart, Toronto, 1964, 322 p.
- Morton William, *The Canadian Identity*, University of Toronto Press, Toronto, 2e éd., 1972 [1961], 162 p.
- Morton William, "The West and the Nation, 1870-1970", *Prairie Perspectives 2. Selected Papers of the Western Canadian Studies Conference, 1970-1971*, pp. 8-24.

- Morton William, *Contexts of Canada's Past: Selected Essays by W. L. Morton*, Macmillan, Toronto, 1980, 289 p.
- Morton William, "The Historical Phenomenon of Minorities: The Canadian Experience", *Canadian Ethnic Studies*, vol. 13, 1981, p. 1-39.
- Smith Goldwin, *The Schism in the Anglo-Saxon Race*, American News Corporation, New York, 1887, 43 p.
- Smith Goldwin, *Canada and the Canadian Question*, University of Toronto Press, Toronto, 1971 [1891], 236 p.
- Wallace William S., "The Growth of Canadian National Feeling", *Canadian Historical Review*, vol. 1, 1920, p. 136-165.
- Wrong George, "The Growth of Nationalism in the British Empire", *American Historical Review*, vol. 22, 1916, pp. 45-57.
- Wrong George, "The Bi-lingual Question", Miller J. dir., *The New Era in Canada*, Dent, Toronto, 1917, pp. 229-259.